

# Sur l'A7, le demi-échangeur de Reventin-Vaugris ouvrira en octobre 2025



Les travaux ont démarré en septembre 2024. Photo Le DL /Jean-Baptiste Bornier

Sur l'A7, un autre grand chantier occupe les équipes de Vinci autoroutes : la construction d'un demi-échangeur au niveau de la barrière de péage de Reventin-Vaugris, au sud de Vienne. L'infrastructure permettra de prendre l'autoroute en direction du nord (vers Lyon) ou de quitter l'A7 en direction du sud. D'un montant de 21 millions d'euros, il est cofinancé par Vinci autoroutes, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Département de l'Isère et Vienne Condrieu Agglomération.

Après des travaux sur les réseaux d'eau et d'assainissement, le chantier a véritablement commencé en septembre 2024. Et il va vite. Le demi-échangeur devrait être en service en octobre 2025. Une date d'inauguration serait même d'ores et déjà fixée. Outre les accès à l'A7, sont prévus la création de deux giratoires, d'un parking de covoiturage de 100 places, de bassins de rétention d'eau, l'aménagement d'une voie dédiée aux modes doux, sans oublier les réfections de chaussées, la signalisation, l'installation d'écrans acoustiques, etc.

## Un projet controversé

L'objectif de ce projet est de désengorger la circulation à Vienne et à Ampuis, où se trouvent les entrées et sorties d'autoroute les plus proches. Selon les prévisions, 9 000 véhicules en moyenne l'emprunteront chaque jour.

Mais il est loin de faire l'unanimité. À Reventin-Vaugris, la municipalité, les associations et riverains se battent depuis près de dix ans contre son implantation. Ils estiment que l'infrastructure va couper leur village en deux, saturer les voiries et mettre fin au bien-vivre ensemble. Leur proposition d'installer l'échangeur plus au sud n'a pas abouti. Et malgré les protestations et les recours en justice, il est bel et bien en train de se concrétiser.

Ce n'est pas le seul demi-échangeur prévu sur l'A7 dans la région. Plus au sud, dans la Drôme, deux projets ont été autorisés par l'État le 7 janvier dernier, à Saint-Rambert-d'Albon et Saint-Barthélemy-de-Vals. Là encore, ils ne sont pas accueillis à bras ouverts localement. Élus et associations ont déjà manifesté leurs craintes et des recours sont annoncés. Un petit air de déjà-vu.